



# La compétition pour les technologies bas-carbone s'importe-t-elle en Afrique ?

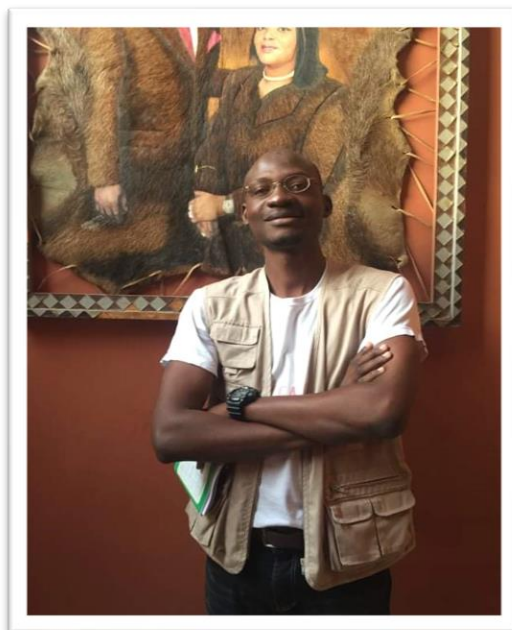


© The Washington Post/Getty  
Images

Mohamed Lamine Sidibé

Association Werra

Juillet 2021



**Mohamed Lamine Sidibé** termine son Master 2 en gouvernance et gestion des impacts des activités extractives, cogéré par l'Université de Nouakchott Al Aasriya de Mauritanie et l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal. Ses travaux portent essentiellement sur l'évaluation des impacts socio-économiques des ressources naturelles, ainsi que les processus de transparence qui impliquent la gestion de ces ressources en Afrique-subaharienne. Il travaille également sur les enjeux stratégiques et géopolitiques des matériaux critiques qui rentrent dans le cheminement des véhicules électriques et la transition énergétique sur le continent africain, en s'intéressant plus particulièrement à la stratégie des acteurs notamment américain, chinois et européen pour l'acquisition de ces matériaux dans la région.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Juillet 2021



# INTRODUCTION

---

Depuis 2015, le monde s'oriente vers une nouvelle trajectoire visant la décarbonation des économies pour éviter un réchauffement climatique de 1,5°C tel que suggéré par l'Accord de Paris sur le climat. Ce changement de cap écologique est d'autant plus déterminant dans les pays industrialisés qu'il engendre une compétition majeure entre les principaux États pollueurs pour arriver à une neutralité carbone avant la moitié du XXI<sup>e</sup> siècle à l'instar de la Chine, des États-Unis et de l'Union Européenne. De plus en plus de dispositions nationales sont mises en œuvre pour atteindre ces objectifs, à l'exemple du 14<sup>e</sup> plan quinquennal de la Chine, qui prévoit d'atteindre les objectifs en matière d'émissions d'ici à 2025 et la neutralité carbone avant 2060. Les États-Unis, longtemps écartés de la cause climatique par la précédente administration, signent désormais leur retour avec l'arrivée des démocrates aux affaires. La Commission européenne, et son ambitieux *Green deal*, espère atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Ces ambitions climatiques affichées par ces grandes puissances exacerbent davantage la compétition pour l'acquisition des matières premières critiques indispensables pour la mise au point des technologies sobres en carbone afin de façonner l'architecture économique de leur pays respectif, en particulier dans les secteurs de l'énergie et du transport qui représentent respectivement 41 % et 25 % des émissions mondiale de CO<sub>2</sub>. En effet, les matériaux critiques<sup>1</sup> et les terres rares indispensables pour amorcer le passage vers les technologies sobres en carbone deviennent à la fois un enjeu stratégique et géopolitique qui ne laisse pas en marge le continent africain. En effet, les puissances citées précédemment cherchent à avoir une main mise sur les ressources minérales indispensables pour les entreprises technologiques et d'innovation de rupture.

Ainsi, dans le cadre de cet article, il s'agira de déterminer, de quelle manière ces ressources minérales sont-elles stratégiques et entrent-elles dans le cheminement de la transition énergétique ? Puis, dans quels pays ces ressources stratégiques<sup>2</sup> sont-elles disponibles et en masse ? Et enfin, pourquoi autant d'engouement pour le continent africain dans cette compétition ?

---

<sup>1</sup> La criticité s'apprécie selon deux axes principaux : les risques liés aux pénuries d'approvisionnement et à l'importance économique de la ressource (Filière automobile et mobilité, édition 1 In BUREAU Gildas, « Matières premières, criticités et axes stratégiques dans les industries de l'automobile », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 2020/3 (N° 99), p. 60-73.

<sup>2</sup> Un matériau est dit stratégique quand son usage est essentiel au développement et au maintien compétitif de la filière considérée. (Filière automobile et mobilité, édition 1, In BUREAU Gildas, « Matières premières, criticités et axes stratégiques dans les industries de l'automobile », *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 2020/3 (N° 99), p. 60-73.



# État des lieux des ressources s’inscrivant dans le cheminement de la transition énergétique dans le secteur des transports

Les principales ressources minérales indispensables pour la transition énergétique dans le secteur des véhicules électriques sont particulièrement le cobalt, le cuivre, le lithium, le graphite, le manganèse et le nickel qui rentrent dans la fabrication des batteries Lithium-ion.

En effet, de nombreuses batteries comportent un nombre important de minerais critiques, à l’exemple de précitées batteries lithium-ion composées à 17 % de cuivre et de nickel, 22 % de graphite, 8 % d’aluminium, 6 % de cobalt, 5 % de manganèse et 3 % de lithium. Ces minerais sont stratégiques pour la compétitivité des entreprises fabricantes. Le continent africain est producteur de la plupart d’entre eux, à des proportions plutôt différentes. Le minerai de cuivre est généralement rencontré dans les pays dits *Copperbelt*<sup>3</sup> qui produisent 10 % des parts mondiales de cuivre ; notamment la République démocratique du Congo (RDC) avec 5,6 %, suivie de la Zambie et de l’Afrique du Sud (4% et 0,3 %). De plus, 67 % de cobalt produit dans le monde provient de la RDC, suivie ensuite de la Zambie qui produit également 61 % de cette même ressource au niveau africain. L’extraction du lithium est spécialement localisée en Zambie qui en exploite 1,6 % à l’échelle du continent africain. L’Afrique du Sud domine la production du manganèse (50%), avec le Ghana et la Côte d’Ivoire (29 % et 13 %). La nation arc-en-ciel s’impose également sur la chaîne de production des groupes de platine (50 %).

<b>Ressources</b>	<b>Part de l’Afrique dans la production</b>	<b>Réserves en Afrique</b>
<b>Manganèse</b>	50 % dont Afrique du Sud : 29 % ; Gabon : 13 % ; Ghana : 6 % ; Côte d’Ivoire : 1,3 %	Afrique du Sud : 26,3% ; Gabon 8,5% ; Ghana : 1,7%

<sup>3</sup> Les pays regorgeants de gigantesque gisement de cuivre qui part de la Zambie en passant par la RDC jusqu’en Afrique du Sud.



<b>Nickel</b>	5 % dont Afrique du sud : 2,2 % ; Madagascar : 1,6 % ; Zimbabwe : 0,8 %	Afrique du sud : 4,1% ; Madagascar : 1,7%
<b>Cobalt</b>	67 % dont RDC : 61 % ; Zambie : 2,3 % ; Madagascar : 2 % ; Maroc : 1,5 % ; Afrique du sud : 0,7 % ; Zimbabwe : 0,3 %	RDC : 49% ; AFS : 0,3% ; Maroc : 0,2%
<b>Cuivre</b>	10 % dont RDC : 5,6 % ; Zambie : 4 % ; AFS : 0,3 % ; Mauritanie : 0,14 % : Autres < 0,1 % : Botswana, Érythrée, Maroc, Namibie, Tanzanie, Zimbabwe	Zambie et RDC : 5%
<b>Lithium</b>	1,6 % au Zimbabwe	RDC : 1,6% ; Zimbabwe : 0,8% ; Mali : 0,6%
<b>Graphite</b>	1,4 % dont Madagascar : 1 % ; Namibie : 0,2 % ; Zimbabwe ; 0,1%	Au moins 13% (Madagascar, Namibie, Tanzanie, Zimbabwe...)
<b>Groupe du platine (GPM)</b>	60 % dont Afrique du sud : 53% ; Zimbabwe : 7 %	Afrique du sud : 91,3% ; Zimbabwe : 1,7%



*\*Pour le lithium, ont été retenues les ressources plutôt que les réserves, car ces dernières sont encore peu mises en valeur ; \*Afrique du Sud est notée AFS Source : **World Data Mining, USGS (2019)**<sup>4</sup>*

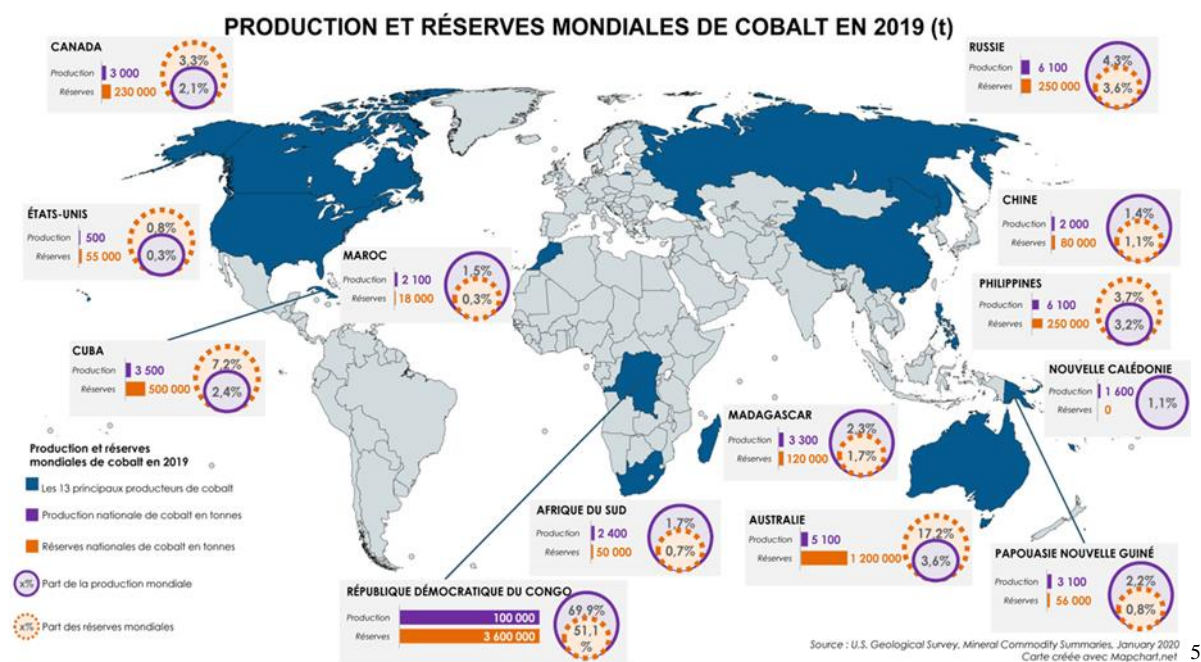
---

<sup>4</sup> Observatoire de la sécurité des flux et des matières premières énergétiques/Rapport 1 – La Belt and Road Initiative et la stratégie de sécurisation des approvisionnements énergétiques chinois en Afrique. <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2019/12/OBS-2018-02-Rapport-1-Final.pdf>



## L'intérêt stratégique des pays industrialisés pour ces ressources critiques

L'essor rapide des véhicules électriques comme alternative aux moteurs à combustible ouvre de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités pour les fabricants d'automobiles et autres entreprises spécialisées dans le secteur des batteries électriques désireuses de s'inscrire dans le vecteur de la durabilité.



*Marché des technologies vertes : quels enjeux d'investir dans ce marché pour des puissances telles que la Chine, les États-Unis ou l'Union européenne*

### La Chine, enjeux et stratégies

Le panorama cartographique de cette course à la décarbonation des transports montre le géant asiatique est au centre des enjeux géopolitiques quant à l'acquisition des matières

<sup>5</sup> [https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/sites/ifpen.fr/files/inline-images/Enjeux%20et%20prospective/Actualite%20C3%A9s%20m%20C3%A9taux/GENERATE---Cobalt---Cartes-r%20C3%A9serves-et-production---FR\\_v3.png](https://www.ifpenergiesnouvelles.fr/sites/ifpen.fr/files/inline-images/Enjeux%20et%20prospective/Actualite%20C3%A9s%20m%20C3%A9taux/GENERATE---Cobalt---Cartes-r%20C3%A9serves-et-production---FR_v3.png)



premières critiques sur l'ensemble des chaînes de valeurs industrielles. La Chine, possédant le premier marché de voiture électrique au monde<sup>6</sup>, son intérêt pour les ressources minérales critiques ne peut qu'augmenter afin de sécuriser son approvisionnement dans ce secteur stratégique pour son économie.

Le potentiel de l'Empire du milieu sur les ressources minérales critiques est énorme, en particulier sur les terres rares, indispensables pour la mise en œuvre des appareils technologiques ou encore des panneaux solaires ainsi que les batteries électriques. La production chinoise représente 95% du marché mondial des terres rares. Elle produit également 69 % de graphite et 84 % du tungstène ainsi que 60 % du cobalt raffiné au niveau mondial.

En Afrique, les entreprises chinoises opèrent des investissements massifs, à travers le projet *Belt and Road Initiative (BRI)*, dit des routes de la soie, dans les ressources minières indispensables au maintien de son hégémonie sur le secteur des véhicules électriques. En 2016, l'entreprise d'État *China Molybdenum* a racheté, pour 2,6 milliards de dollars, à la société américaine *Freeport McMoRan* le deuxième plus gros gisement de cobalt au monde situé en République démocratique du Congo. Depuis 2016, le consortium *SMB-Winning*, dominé par les entreprises chinoises en particulier *Shandong Weiqiao*, leader dans la production d'aluminium et le groupe *Yantai Port*, grande société chinoise de construction et de gestion portuaire, opère dans l'un des plus grands projets d'exploitation de bauxite au monde situé en République de Guinée. En 2008, 3 milliards de dollars ont été investis en République démocratique du Congo dans le cadre d'une *joint-venture* sur le projet *Sicomine* par un consortium d'entreprises chinoises dirigé par *Sinohydro et China Railway Engineering Corporation (CREC)* détenant 68 % des actifs et l'entreprise minière publique congolaise *Gécamines* avec 32 % des parts du groupe, dans le but de développer une mine de cuivre et de cobalt<sup>7</sup>. La Chine est le plus grand exportateur de cobalt au monde, en achetant environ 95 000 tonnes chaque année. Parmi les autres compagnies chinoises opérants en République démocratique du Congo figurent *Huayou Cobalt, Chengtun Mining, Wanbao et CNMC*<sup>8</sup>.

---

<sup>6</sup> Observatoire de la sécurité des flux et des matières premières énergétiques/Rapport 6 – L'alliance européenne des batteries : enjeux et perspectives européennes, décembre 2020, page 11, [OSFME-R6-L'alliance-européenne-des-batteries.pdf](#)

<sup>7</sup>MIHALYI David, ADAM Aisha, HWANG Jyhjong Hwang, Prêts adossés à des ressources naturelles : pièges et potentiel ; *Natural Resource Governance Institute*, février 2020, page 11, [prets-adosses-a-des-ressources-naturelles.pdf](#)

<sup>8</sup> NIABIAGE Jevans, "China's cobalt mines in spotlight as DRC seeks to renegotiate deals" [online], *South China Morning Post*, 22 may 2021, [China's cobalt mines in spotlight as DRC seeks to renegotiate deals | South China Morning Post \(scmp.com\)](#)





Les entreprises chinoises investissent également de plus en plus dans des projets d'exploration en Afrique, au Zimbabwe (*Arcadia Project*), en RDC (*Manono Project*), en Namibie (Entreprise *Desert Lions*) ou encore au Mali (*Goulamina project*)<sup>9</sup>. L'accentuation du bras de fer avec les États-Unis, et l'embargo imposé par ces derniers sur les semiconducteurs, pousse désormais l'Empire du milieu à s'imposer en maître sur l'ensemble des chaînes de valeurs critiques desquelles dépend son économie pour éviter de subir les sanctions américaines sur d'autres segments stratégiques pour son industrie.

### *Les États-Unis, enjeux et stratégies*

Depuis l'arrivée récente de Joe Biden à la tête de l'un des plus importants pays pollueurs mondiaux, la perspective d'un pays plus neutre en carbone refait surface. En 2019, les États-Unis ont émis l'équivalent de 5,3 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), contre plus de 10 milliards pour la Chine, et 3 milliards pour l'Europe. Dès le départ, l'administration Biden entendait revenir dans l'Accord de Paris initié en 2015, qui est aujourd'hui la ligne de conduite internationale en matière climatique. Pour le Président américain, la transition énergétique doit devenir un moteur de croissance. A cet effet, il a d'ailleurs signé un décret présidentiel actant la volonté des États-Unis à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, en exemptant notamment d'émissions le secteur de l'électricité d'ici 2035. Ce geste symbolise à la fois le retour des États-Unis dans le jeu climatique et sa radicale rupture avec la politique climatosceptique de l'ancien locataire de la Maison-Blanche.

Les États-Unis, depuis leur retrait de l'Accord de Paris en 2017 ont accumulé un certain retard dans la mise en œuvre de leur transition énergétique par rapport à d'autres puissances comme la Chine ou l'Union européenne. Mais certains secteurs sont déjà bien quasi-monopolisés par des pays, comme la Chine avec les panneaux solaires. Les États-Unis, eux, entendent se positionner sur d'autres segments plus innovants à l'exemple de l'hydrogène. L'enjeu d'entrer au plus vite dans la course à la décarbonisation est important pour le pays car selon *The Economist*, les États-Unis devront consacrer 750 milliards de dollars par an d'ici 2035 et plus de 900 milliards de dollars par an au début des années 2040 pour respecter les Accords de Paris<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> Observatoire de la sécurité des flux et des matières premières énergétiques/Rapport #1 – La Belt and Road Initiative et la stratégie de sécurisation des approvisionnements énergétiques chinois en Afrique. Pages 44 et 45

<sup>10</sup> CREVEL Philippe, « Quand les États-Unis adoptent le vert », 27 février 2021, <http://philippecrevel.fr/quand-les-etats-unis-adoptent-le-vert>



L'Afrique est aujourd'hui un échiquier sur lequel les États-Unis et la Chine sont rivaux et se disputent des intérêts stratégiques. Comme vu précédemment, l'investissement massif de Pékin dans les ressources minières critiques en Afrique, en particulier celles jugées indispensables pour la mise au point des technologies sobres en carbone soulève une réelle inquiétude à Washington qui dépend fortement des terres rares en provenance de la Chine et du lithium en provenance de l'Australie ainsi que du Chili.

En 2019, à la suite des tensions commerciales entre les deux rivaux, la Chine n'a pas hésité à montrer sa volonté de couper son approvisionnement en terres rares aux entreprises américaines. Une décision qui a poussé le Secrétaire américain au Commerce de l'époque de publier un rapport identifiant un certain nombre de matériaux jugés critiques pour l'industrie technologique de la première puissance mondiale. Ce fameux rapport s'intéresse à trente-cinq matériaux vitaux pour les États-Unis dont : les terres rares, l'uranium ou encore le titane auxquels les États-Unis restent assujettis à l'importation à hauteur de 50%. Le rapport souligne également que pour 14 des 35 minéraux identifiés, les Américains n'ont aucune production interne alors que la Chine produit 17 des matériaux listés dans le rapport<sup>11</sup>.

En février dernier, grâce au leadership du nouveau président américain, un décret a été publié ordonnant un état des lieux des chaînes d'approvisionnement en ressources minières critiques dont dispose le pays, en particulier le lithium, essentiel au secteur des véhicules électriques alors même que le nouveau plan d'emploi de l'administration Biden prévoit de convertir l'essentiel de la flotte automobile du pays en véhicules rechargeables d'ici la fin de cette décennie.

Pour atteindre cet objectif, l'Amérique mise sur l'exploitation de son potentiel minier national malgré les coûts de production exorbitant pour l'extraction des gisements tel que le lithium. Mais cela ne freine pas pour autant l'ardeur des entreprises américaines à investir dans les projets miniers, comme *Piedmont Lithium* en Caroline du Nord, qui se prépare à ouvrir l'une des premières grandes mines de lithium aux États-Unis depuis des décennies. Cette société prévoit d'investir 500 millions de dollars et a annoncé avoir déjà signé un accord pour fournir le constructeur de véhicule électrique américain *Tesla*<sup>12</sup>. *Piedmont Lithium* envisage de produire

---

<sup>11</sup> AFP, « Washington lance un plan pour garantir l'approvisionnement en minéraux stratégiques » [en ligne], *Le Point*, 5 juin 2019, [Les États-Unis lancent un plan pour garantir l'approvisionnement en minéraux stratégiques | Le Devoir](#)

<sup>12</sup> CORPET Anne, « Lithium, un pari stratégique pour les américains » [en ligne], *RFI*, 22 avril 2021, [https://www.rfi.fr/fr/podcasts/chronique-des-mati%C3%A8res-premi%C3%A8res/20210421-lithium-un-pari-strat%C3%A9gique-pour-les-am%C3%A9ricains?ref=tw\\_i](https://www.rfi.fr/fr/podcasts/chronique-des-mati%C3%A8res-premi%C3%A8res/20210421-lithium-un-pari-strat%C3%A9gique-pour-les-am%C3%A9ricains?ref=tw_i)



22 700 tonnes de minéraux raffinés. D'autres études d'explorations sont en cours, notamment dans l'Arkansas et le Nevada, ainsi qu'en Californie.

En Afrique, *Geovic Cameroon PLC*, une nouvelle société américaine envisage d'exploiter les gisements de cobalt, de nickel et de manganèse localisés au Cameroun. En 2016, *l'Overseas Private Investment corporation (OAPI)* ainsi que la SFI ont octroyé un prêt de 643 millions de dollars à la compagnie de Bauxite de Guinée afin de passer d'une production de 15 millions de tonnes de bauxite à 18 millions de tonnes par an dans le but de rivaliser avec la Société Minière Boké, détenue majoritairement par les compagnies chinoises, qui a produit 35 millions de tonnes de bauxite en 2018. Il y a seulement quelques jours, la compagnie australienne *Syrah Resources* a annoncé le début de la production commerciale des matériaux d'actifs d'anode dans son usine de Vidalia aux États-Unis dont la principale matière première vient de sa mine de graphite de Balama en Mozambique. Le développement de cette mine de graphite mozambicaine sur le sol américain devrait être une alternative à la production chinoise à laquelle les États-Unis n'arrivent toujours pas à se sevrer.

### *L'Union européenne, enjeux et stratégies*

Dès la veille du sommet virtuel sur le climat organisé les 22 et 23 avril dernier par le nouveau président américain, l'Union européenne (UE) n'a pas manqué de revoir à la hausse ses ambitions climatiques en annonçant une baisse de 55 % du taux d'émission des 27 pays qui la compose afin de respecter l'Accord de Paris sur le climat. Comme stipulé dans le Pacte vert de l'UE, la décarbonation des économies passe par la promotion des ressources durables, l'innovation dans l'industrie ou encore le transport.

Sur ce dernier point, l'UE est considérée comme étant la région la plus vulnérable en matière de disponibilité des ressources minérales critiques sur l'ensemble des chaînes de valeurs liées aux batteries électriques, pourtant stratégique pour son industrie automobile qui emploie directement et indirectement environ 13,8 millions de personnes. Selon la Commission européenne (CE), l'UE dépend essentiellement de l'approvisionnement extérieur sur les matériaux critiques, en particulier le cobalt dont 68% est fourni par la RDC, 78,8% du lithium vient du Chili et 47% du graphite naturel est importé de Chine.

C'est pourquoi, la Commission Européenne a publiée en 2017 une liste de matériaux critiques comprenant 27 minéraux stratégiques pour le secteur des véhicules électriques et d'autres



technologies de pointe afférant à la transition énergétique. Sur les 27 minéraux listés, l'UE ne produit que seulement 2%<sup>13</sup>.

Pour garantir son approvisionnement en matières premières critiques, la CE mise sur une politique basée sur trois volets, à savoir : I) la production soutenable et légale des matières premières, II) le recyclage, III) la sécurisation des routes d'approvisionnement en minéraux critiques. En ce qui concerne l'accès aux ressources minérales critiques, la CE a procédé à une campagne de recensement des projets miniers et de leurs transformations au sein de l'Union Européenne à l'horizon 2025. Elle cible en particulier les minerais de cobalt, de lithium, de graphite et de nickel. Quatre projets miniers mobilisant 2 milliards d'euros d'investissements sont en cours en Europe et devraient répondre à 80% des besoins européens en lithium dans le secteur des batteries d'ici à 2025<sup>14</sup>.

Quant à la sécurisation des approvisionnements hors UE, elle mise sur une diplomatie minière à travers le renforcement de la coopération avec les principaux pays producteurs de ces matériaux, en particulier sur le continent africain où la Banque Européenne d'investissement (BEI) accompagne les entreprises minières du vieux continent à mieux se positionner sur l'acquisition de certaines ressources stratégiques pour son économie.

En RDC, le mastodonte Suisse *Glencore* exploite la mine de cuivre-cobalt de Mutanda, dont il avait d'ailleurs suspendu la production en 2019 en raison d'une baisse des prix des matières premières. Mais une réouverture est prévue en 2022, conséquence d'une hausse spectaculaire des prix du cuivre et du cobalt. Le géant anglo-suisse opère également en Zambie dans la mine de cuivre de Mufulira, considérée comme l'une des plus grandes fonderies d'Afrique. Le 25 mai dernier, l'Allemand *ThyssenKrupp* a signé un accord avec la compagnie minière *NextSource Materials* pour s'approvisionner en graphite à partir de Madagascar dans le projet Molo. L'accord prévoit une fourniture annuelle de 35 000 tonnes de graphite sur une production globale de 45 000 tonnes par an.

---

<sup>13</sup> [ressnat.hypotheses.org](https://ressnat.hypotheses.org) cette liste a été mise à jour par la Commission Européenne en 2014 puis en 2017 et comprend les matériaux suivants : antimoine, béryllium, cobalt, spath fluor, gallium, graphite, indium, magnésium, niobium, germanium, graphite, platinoïde, tantale, tungstène, terres rares (lourde et légère), baryte, bismuth, borate, charbon à coke, hafnium, hélium, caoutchouc, phosphate, phosphore, scandium, silicium métal et vanadium).

<sup>14</sup> Observatoire de la sécurité des flux et des matières premières énergétiques/Rapport 6 – L'alliance européenne des batteries : enjeux et perspectives européennes, décembre 2020, pages 72-73, [OSFME-R6-L'alliance-européenne-des-batteries.pdf](#)



Tous ces investissements démontrent une prise de conscience des dirigeants européens sur la nécessité de développer une stratégie aboutie sur la question d’approvisionnements en matériaux critiques afin de sortir le vieux continent de la dépendance vis-à-vis des industries asiatiques de fabrication de batteries, en particulier coréennes, japonaises et chinoises qui ont pris une avance considérable par rapport aux entreprises européennes.

Mais la mise en œuvre de ces projets d’investissements ne peut exister sans le recours à des instruments financiers spécifiques à chaque puissance présente sur le continent africain.



# Les instruments financiers mis en œuvre pour investir dans les technologies en faveur de la transition énergétique

---

Les instruments financiers d'investissements sur le continent africain diffèrent selon les investisseurs.

## *La Chine : investissements massifs et prêts*

Depuis des décennies, la place industrielle de la Chine sur la scène internationale n'a cessé d'augmenter, à tel point que l'Empire du milieu est devenu la première place manufacturière à l'échelle planétaire. Le géant asiatique occupe à lui seul 28,4% de la production industrielle mondiale suivie par les États-Unis avec 16,6%, puis du Japon avec 7,2%. Cette position de primauté industrielle fait de la Chine l'atelier du monde, auxquelles sont assujettis les chaînes d'approvisionnement des entreprises de la planète. Ces multiples raisons sont à l'origine des investissements massifs de la Chine dans les ressources naturelles sur le continent africain dans le but de consolider son hégémonie sur l'échiquier industriel mondial.

En moins de deux décennies, l'Empire du milieu est devenu le premier investisseur en Afrique subsaharienne. Selon l'*American Enterprise Institute*, la Chine aurait investi plus de 300 milliards de dollars entre 2005 et 2018 sur le continent. Ces investissements prennent des formes multiples, qu'il s'agisse d'investissements directs à l'étranger (IDE), de fusions-acquisitions, de joint-venture ou de prêts. D'après la *China Africa Research Initiative* (CARI) de l'Université John Hopkins, la Chine a accordé entre 2000 et 2015, 94,4 milliards de dollars aux pays africains à travers la *China Development Bank* et la *China Eximbank* pour investir dans des projets d'infrastructures, de transports et d'énergies<sup>15</sup>. Et les deux principales banques de développement chinoises contribuent à hauteur de 53% des prêts garantis par les ressources naturelles en Afrique subsaharienne<sup>16</sup>.

A l'exemple de l'Angola, troisième fournisseur de la Chine en pétrole, qui a bénéficié des prêts de la part de la *China Development Bank* à hauteur de 24 milliards de dollars entre 2000 et 2016

---

<sup>15</sup> CHALMIN Philippe, JEGOUREL Yves, Annual Report on commodity Analytics and Dynamics in Africa ; Chapitre 05 ; 2019 ; page 62. [ARCADIA 2019\\_FR \(1\).pdf](#)

<sup>16</sup> MIHALYI David, ADAM Aisha, HWANG Jyhjong Hwang, Prêts adossés à des ressources naturelles : pièges et potentiel ; *Natural Resource Governance Institute*, février 2020, page 11, [prets-adosses-a-des-ressources-naturelles.pdf](#)





en guise de crédit adossé au pétrole angolais. Ces prêts qui sont répartis entre l'Etat angolais et la compagnie pétrolière nationale (*Sonangol*) donnent le droit de concession à la Chine sur une bonne partie de la production pétrolière angolaise. La République du Congo a pour sa part reçu 2,6 milliards de dollars auprès de la banque d'import-export chinoise. Ces prêts ont pris la forme d'avance sur les expéditions de pétrole<sup>17</sup>, ainsi que le projet Sicomine auquel la même banque a octroyé 6,2 milliards de dollars pour les gigantesques mines de cuivre et de cobalt en RDC.

Le géant asiatique prête massivement et au contraire des prêteurs occidentaux, il ne prête sous aucune contrepartie politique relative aux questions de démocratie ou de droits de l'homme. C'est ainsi que des pays africains tels que le Zimbabwe ou le Soudan peuvent contourner les aides occidentales. Cette aide financière apparaît comme une alternative sérieuse à l'aide occidentale car bien moins contraignante.

### *Les investissements directs (IDE) américains*

Les États-Unis, eux, investissent via des investissements directs étranger (IDE). La *Development Finance Corporation* (DFC) « réalisera des prises de participation, ce qui sera particulièrement utile dans les fonds de capital-investissement à travers le continent »<sup>18</sup>. Avant l'arrivée de cette agence, l'*Overseas Private Investment Corporation* (Opic), n'accordait que des prêts et des assurances contre les risques. Selon les estimations de *Jeune Afrique*, les prêts directs représentaient 58 % des 5,8 milliards de dollars investis par l'Opic en Afrique subsaharienne à la fin septembre 2018, contre 30 % d'assurances et seulement 12 % (700 millions de dollars) de prêts accordés à des fonds d'investissements (*Emerging Capital Partners, Phatisa Group, African Capital Alliance...*). La DFC permet ainsi d'encourager les États-Unis à participer à l'industrie du capital-investissement en Afrique, et ne plus gérer les investissements par l'octroi de prêts aux pays africains.

---

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> TE-LESSIA ASSOKO Joël, « USA-Afrique : une nouvelle agence américaine pour l'investissement [en ligne], *Jeune Afrique*, 19 août 2019, <https://www.jeuneafrique.com/mag/989070/economie/aide-au-developpement-leurope-repense-ses-instruments-financiers>



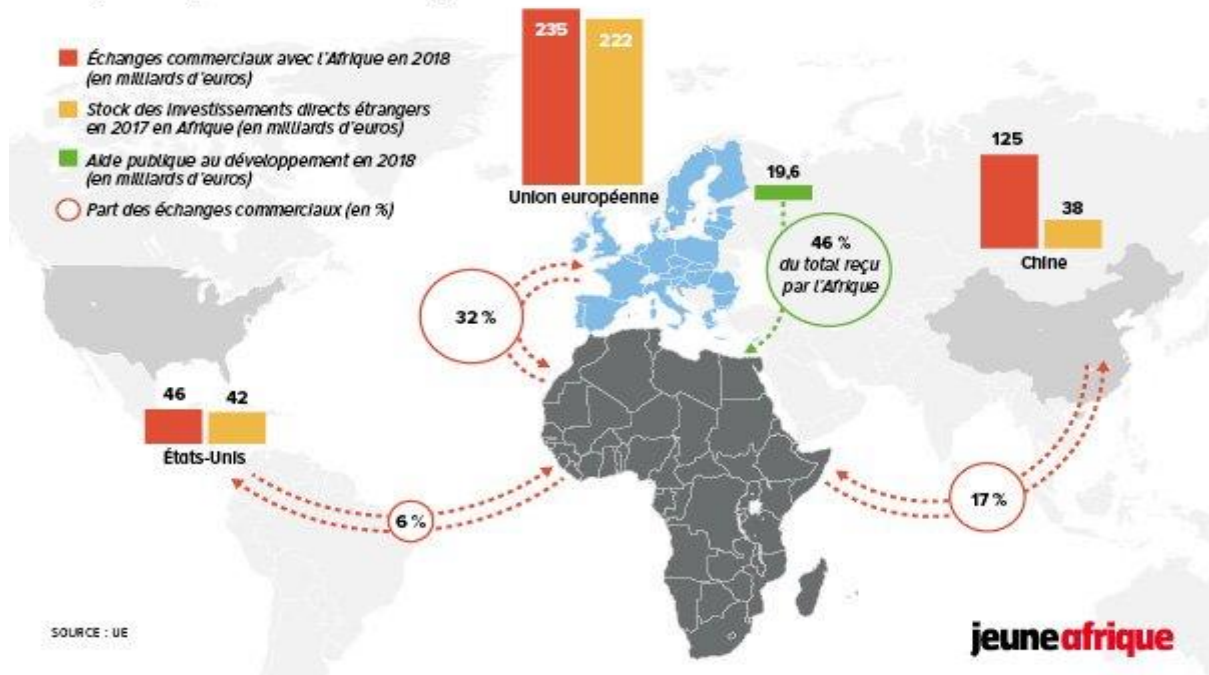
## *L'Union européenne et les aides au développement*

L'UE est, elle, la première partenaire commerciale de l'Afrique et investit massivement dans les aides au développement des pays africains. 57% du montant total investi dans la coopération est destiné à l'Afrique. L'UE mène en parallèle des projets de développement notamment via la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ou encore via des organisations comme l'Agence française pour le développement (AFD). Les instruments financiers d'investissements étaient nombreux, mais l'UE a décidé de les regrouper en un seul : l'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI). Cet outil disposerait d'une enveloppe de 32 milliards d'euros à destination de l'Afrique subsaharienne, et de plus de 22 milliards en faveur de la politique de voisinage à destination du nord du continent africain. Quant à la BEI, principal instrument financier européen en Afrique, elle se positionne comme étant le cinquième plus gros bailleurs du continent. En 2018, l'institution financière européenne a injecté 3,3 milliards d'Euro d'investissements en Afrique, soit une croissance de 25% par rapport à 2017 (2,64 milliards d'euros)<sup>19</sup>. Derrière sa stratégie douce se noue une diplomatie minière téléguidée par la Commission Européenne afin de nourrir les ambitions minières du vieux continent à l'égard de la montée en puissance de la Chine sur certains segments des chaînes de valeurs critiques en Afrique. Par exemple sur le contrôle des gisements de cobalt et de cuivre y compris le raffinage, pour ensuite limiter l'offensive des entreprises américaines sur le marché européen.

---

<sup>19</sup> CHALMIN Philippe, JEGOUREL Yves, Annual Report on commodity Analytics and Dynamics in Africa ; Chapitre 05 ; 2019 ; page 62. [ARCADIA 2019\\_FR \(1\).pdf](#)

## UE, premier partenaire de l'Afrique



20

<sup>20</sup> TE-LESSIA ASSOKO Joël, « USA-Afrique : une nouvelle agence américaine pour l'investissement [en ligne], *Jeune Afrique*, 19 août 2019, <https://www.jeuneafrique.com/mag/989070/economie/aide-au-developpement-leurope-repense-ses-instruments-financiers>



## CONCLUSION

---

Le verdissement des économies avancées vers les technologies sobres en carbone crée une réelle demande d’approvisionnement en ressources naturelles critiques en Afrique pour atteindre les engagements climatiques posés par l’Accord de Paris. Comme toujours, le continent africain est relégué à la même place de fournisseur de matières premières afin d’impulser cette transformation en cours dans le monde développé comme pendant la période des Trente Glorieuses.

Or, nous nous rendons compte que certains pays non producteurs de ces matériaux (cobalt et cuivre) à l’état brut ont un leadership accentué sur l’exportation de ces mêmes matières à l’état raffiné, alors qu’à la base ils ne sont guère producteurs de ces ressources naturelles. En particulier la Chine qui exporte 65% du cobalt raffiné dans le monde pendant qu’elle importe chaque année plus de 95.000 tonnes de cobalt à l’état brut en provenance de la RDC.

Les États-Unis qui ont connus une période de pause pendant les années du mandat de Donald Trump, reviennent en force avec la nouvelle administration pour rééquilibrer la balance entre l’Amérique et la Chine dans la course à la décarbonation, tout en misant sur l’approvisionnement interne afin de *booster* la croissance économique mise en mal par la Covid-19. Ainsi, les vellétés d’une expansion de la première puissance mondiale vers l’Afrique subsaharienne pour sécuriser son approvisionnement restent relativement minces.

Alors que l’Union Européenne, région profondément dépendante de l’approvisionnement extra-communautaire, bâtit à la fois une stratégie interne et externe pour sécuriser son approvisionnement. Le vieux continent emploie les moyens diplomatiques et financiers à travers la signature des accords et les prises de participation y compris le rachat de certaines mines en Afrique pour contrebalancer la domination chinoise sur les matériaux critiques du continent africain.

En conclusion, face à cette course à la décarbonation, les pays africains gagnent une réelle opportunité d’imposer leurs diktats en obligeant leurs partenaires américain, chinois et européen à développer des pôles de transformation de ces matériaux critiques sur place afin de pouvoir impulser l’industrialisation du continent africain.